

ᑕᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲ ᑕᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ  
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris  
*Cree Hunters and Trappers Income Security Board*



ANNUAL REPORT



RAPPORT ANNUEL

ᑕᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ

1994•1995



ᑭᑲᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲ ᑭᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲᑲ

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

*Cree Hunters and Trappers Income Security Board*





---

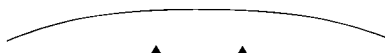
**Traduction crie:** David Masty Sr.

**Traduction anglaise:** Les traductions Roger Ryan Enr.

**Graphisme:** Capture communication

**Impression:** Les impressions TRIMOCOM inc.

**Photographie page couverture:** Secrétariat aux affaires autochtones. Photographe: Louise Séguin



---

**Président  
Assemblée Nationale du Québec  
Québec QC**



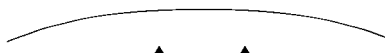
Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre, par la présente, le Rapport annuel des activités de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1995.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

La ministre de l'Emploi et de la Solidarité

**Louise Harel**



---

**Madame Louise Harel**  
**Ministre de l'Emploi et de la Solidarité**  
**Gouvernement du Québec**  
**Québec QC**

**Mr. Matthew Coon-Come**  
**Chairman/Grand Chief**  
**Cree Regional Authority**  
**Grand Council of the Crees (of Québec)**  
**Nemaska QC**



Madame la Ministre,

Il me fait plaisir, au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, de vous transmettre notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1995. Le présent rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 1994-1995 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (1994-1995)

**Marcel Lesyk**

*Sir:*

*On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 1995. This Report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 1994-1995, and includes the Financial Statements for that same period.*

*Yours very truly,*

**Marcel Lesyk**  
*Chairman (1994-1995)*





# TABLE DES MATIÈRES

## TABLE OF CONTENTS

ᑕᓐ ᑖᑦ ᑎᑖᓂ ᑖᑦ

3 Le message des membres  
*Message from the members*

4 ᑖᑦᑎᓂᓂ ᑖᑦᑖᑦᑎᑦᑖᑦᑖᑦ

5 Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs  
et piégeurs cris

10 *Cree Hunters and Trappers Income Security Program*

ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ

14 Les activités de l'année 1994-1995  
*Activities in 1994-1995*

19 ᑕᓐ ᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ ᑖᑦ ᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ 1994-95

24 Tableaux  
*Tables*

ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ

33 États financiers 1994-1995  
*1994-1995 Financial Statements*

ᑖᑦᑖᑦᑖᑦ ᑕᓐ ᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ 1994-95

38 Annexe  
*Schedule*

ᑖᑦᑖᑦ ᑖᑦ ᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦ ᑖᑦᑖᑦᑖᑦᑖᑦ

### NOTE:

La forme masculine utilisée à certains endroits dans ce document désigne aussi bien les femmes que les hommes.

*In this report, for readability, the masculine form includes the feminine.*





Secrétariat aux affaires autochtones  
Photographe: Louise Séguin



---

## LE MESSAGE DES MEMBRES

Les membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris vous présentent avec plaisir le Rapport annuel de l'année 1994-1995.

Nous vous proposons d'abord un court historique du programme qui rappelle son origine et l'objectif qu'il poursuit, l'intérêt qu'il soulève et son fonctionnement. Vous trouverez également un résumé des activités 1994-1995 accompagné d'un certain nombre de données qui illustrent, entre autres, la participation au programme. Les résultats financiers de l'exercice sont reproduits à la fin du rapport.

Au cours de l'année, les membres de l'Office ont poursuivi les consultations entreprises auprès des chasseurs et piégeurs cris et, en avril 1995, toutes les communautés cries avaient ainsi été visitées. Des rencontres avaient également été tenues à Amos et Senneterre avec les chasseurs vivant hors communauté. Ce processus a permis à l'Office de discuter du programme avec plus de 600 personnes dont la majorité était des bénéficiaires du programme. Certaines communautés ont également soumis, par la suite, leurs commentaires écrits à l'Office.

Au cours de l'automne 1995, l'Office a procédé à l'analyse des résultats de ces rencontres et des commentaires reçus, et a acheminé ses recommandations au Gouvernement du Québec et à l'Administration régionale crie. L'Office conclut qu'après vingt ans d'existence, le programme devrait être revu en profondeur. L'importance du mode de vie traditionnel demeure évidente, mais le programme dans sa forme actuelle n'offre plus le support économique essentiel aux chasseurs et piégeurs, et doit être modifié pour cadrer davantage avec la réalité actuelle.

La première étape du processus de révision du programme a donc été complétée, et l'Office entend poursuivre sa réflexion et apporter aux différents intervenants sa collaboration entière dans la démarche qui s'amorce.

Les membres de l'Office profitent de l'occasion pour souligner le travail de son personnel tant au siège social que dans les communautés. L'Office a également pu compter sur la collaboration de nombreux intervenants du milieu cri et du milieu gouvernemental et les en remercie.

## MESSAGE FROM THE MEMBERS

*The members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board are pleased to present the 1994-1995 Annual Report.*

*We begin with a brief history of the Program, its origins and objectives, the interest it has raised and its operation. The report also gives a summary of activities in 1994-1995 together with data on participation in the Program, among other things. The financial results for 1994-1995 are in the final section of the report.*

*During the past year, members of the Board continued to consult with Cree hunters and trappers and, by April 1995, had visited all Cree communities. Meetings were also held in Amos and Senneterre with hunters not living in a community. As a result of this process, the Board was able to discuss the Program with more than 600 people, most of them Program beneficiaries. Subsequently, a number of communities submitted written comments to the Board.*

*During the fall of 1995, the Board studied the results of the meetings and the comments it received, and forwarded its recommendations to the Government of Québec and the Cree Regional Authority. The Board's conclusion is that after twenty years of existence, the Program needs to be thoroughly reviewed. The traditional way of life clearly remains important, but in its current form, the Program no longer provides Cree hunters and trappers with essential economic support and must be amended to better reflect current reality.*

*The first stage of the Program review is now complete and the Board will continue to give consideration to the matter and cooperate fully with the various stakeholders in the next phase of the process.*

*The members of the Board take this opportunity to thank its staff both at head office and in the communities for their work. The Board also acknowledges the cooperation of the many Crees and government workers who have contributed to its efforts.*





---

## LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

### ▲ L'Office

L'administration du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris relève de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, un organisme autonome composé de six membres dont trois sont nommés par le Gouvernement du Québec et trois par l'Administration régionale crie. La durée de leur mandat est laissée à la discrétion des autorités responsables de la nomination qui désignent, chaque année et alternativement, le président et le vice-président. En 1994-1995, la nomination du président a été faite par le Gouvernement du Québec et celle du vice-président par l'Administration régionale crie.

Dans le cadre de son mandat, l'Office voit à la révision du fonctionnement et des modalités du programme, l'évaluation des résultats, l'étude des plaintes et revendications, la prévision des coûts et l'établissement des budgets. Pour ce faire, il est investi de certains pouvoirs réglementaires tant au niveau de sa régie interne que de l'établissement des modalités administratives et critères nécessaires à l'application du programme. Parmi ses fonctions, l'Office a le pouvoir de recommander au Gouvernement et à l'Administration régionale crie le moment et la façon de réviser le programme. L'Office doit également leur faire rapport annuellement de ses activités.

Les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office se trouvent à la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., c. S.3-2).

## CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY PROGRAM

### ▲ The Board

*The Board is an independent organization that administers the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The Government of Québec and the Cree Regional Authority are each responsible for appointing three of its six members. The length of the mandate is at the discretion of the authority responsible for the appointment. In addition, the chairmanship and vice-chairmanship alternate each year between the members appointed by the Government and those designated by the Cree Regional Authority. In 1994-1995, the Government appointed the chairman and the Cree Regional Authority, the vice-chairman.*

*As part of its mandate, the Board is responsible for reviewing Program operations, assessing results, examining complaints and claims, estimating costs and preparing budgets. To accomplish its tasks, it has certain regulatory powers for internal management as well as for establishing administrative procedures and criteria necessary for the application of the Program. The Board is also responsible for recommending to the Government and the Cree Regional Authority when and how the Program should be amended. The Board submits an annual report of its activities to both authorities concerned.*

*Provisions respecting the constitution, responsibilities and powers of the Board are found in the Act Respecting Income Security for Cree Hunters and Trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (R.S.Q., c. S.3-2).*



Pour remplir ce mandat, l'Office a dix-sept employés à son service, dont onze travaillent dans les différents villages cris et six au siège social à Sainte-Foy. L'Office fixe, par règlement approuvé par le gouvernement, les effectifs, normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employés. La liste des membres et des employés de l'Office se trouve en annexe au présent rapport.

Les sommes requises pour le paiement de prestations aux chasseurs et piégeurs cris et pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale. Les états financiers vérifiés pour l'année 1994-1995 montrent que les dépenses totales, au 30 juin 1995, se sont élevées à 14 602 719 \$. De ce montant, près de 94 % représente les prestations versées aux bénéficiaires et la balance couvre les dépenses de fonctionnement du siège social et des neuf bureaux locaux.

### ▲ Le Programme

L'origine du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975. Mis sur pied en 1976, il a comme objectif principal de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant, entre autres, une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris. Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation<sup>1</sup> de la faune comme mode

*To fulfill its mandate, the Board has seventeen employees of whom eleven work in Cree communities and six at the head office in Sainte-Foy. The Board sets, by regulation approved by the Government, the staff level, salary scales and standards and other conditions of employment of its employees. A list of the members and employees of the Board is included in the schedule.*

*The funds required for the payment of benefits to Cree hunters and trappers and for the Board's operations are voted annually by the National Assembly. The audited financial statements for 1994-1995 indicate that as at June 30, 1995, expenses totalled \$14,602,719, of which 94% represents benefits paid to beneficiaries and the remainder covers the operating expenses of head office and the nine local offices.*

### ▲ The Program

*The James Bay and Northern Québec Agreement signed on November 11, 1975, gave rise to the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The Program was set up in 1976 with the primary objective of encouraging the continuation and survival of a traditional way of life by, among other things, providing Cree hunters and trappers with a guaranteed income. It is intended for Crees residing in Québec who carry out wildlife harvesting activities<sup>1</sup> as a way of life. This section summarizes the main rules covering eligibility for the Program and calculation of benefits.*

1 "Activités d'exploitation" comprennent la chasse, la pêche et le piégeage ainsi que les activités qui leur sont accessoires y compris la fabrication ou réparation de matériel; la préparation; l'aménagement du terrain; le traitement, le transport et la commercialisation des produits d'exploitation; la fabrication domestique d'objets artisanaux; la gestion de la faune; les déplacements, etc.

1 "Harvesting activities" include hunting, fishing and trapping as well as other related activities such as the making or repair of materials; preparation; upkeep of traplines; treatment, transportation and selling of products of these activities; making of handicrafts; management of the fauna, travelling, etc.



de vie. La présente section contient un bref résumé des principales dispositions qui régissent l'admissibilité au programme et le calcul des prestations.

Les conditions d'admissibilité permettent d'identifier les personnes pour qui la pratique de la chasse, de la pêche et du piégeage constitue l'activité principale, et les règles de calcul des prestations assurent une garantie de revenu basée avant tout sur le temps consacré aux activités traditionnelles.

Lorsqu'une communauté crie met sur pied un comité local de chasseurs et piégeurs, le nom du chef de l'unité de bénéficiaires doit apparaître sur la liste préparée par le comité. Cette liste identifie les "personnes qui selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie conformément aux traditions d'exploitation et aux règles de la communauté".<sup>2</sup> Pour 1994-1995 une liste a ainsi été préparée pour chacune des communautés sauf Chisasibi.

Les chefs de l'unité de bénéficiaires ou de famille doivent également, pour être admissibles, consacrer plus de temps aux activités traditionnelles qu'à un emploi rémunéré et le programme exige un minimum de 120 jours. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui a pour effet d'instaurer une année de qualification durant laquelle aucune prestation n'est versée.

Les chefs de famille doivent, par la suite, rencontrer ces mêmes exigences chaque année pour conserver l'admissibilité de leur unité de bénéficiaires. Certaines

*The eligibility criteria were designed to identify persons whose main activity is hunting, fishing and trapping. The rules for the calculation of benefits ensure a guaranteed income based primarily on the amount of time spent in traditional activities.*

*When a Cree community sets up a local hunters and trappers committee, the name of the head of the beneficiary unit must appear on the list prepared by the committee. The list identifies "persons who, according to community custom, are practising harvesting activities as a way of life in accordance with the harvesting traditions and rules of the community."<sup>2</sup> For 1994-1995, such a list was prepared for each community except Chisasibi.*

*To be eligible, the heads of beneficiary units or families must spend more time working at traditional activities than in wage employment. The Program sets a minimum of 120 days. This requirement must be met during the year preceding the application, in effect requiring a qualifying year during which no benefits are paid.*

*Heads of families must meet the same requirements each year to maintain the eligibility of their beneficiary units. Certain exceptions are made for unusual circumstances, such as illness.*

*Eligibility is thus tied directly to the activities of the head of the beneficiary unit, i.e. the Cree beneficiary who, according to Native customs, is considered to be the family provider, or who is an unattached individual 18 years of age or over. However, in calculating benefits, all the activities of the members of the beneficiary unit are taken into account.*

<sup>2</sup> Article 31.1 de la Loi.

<sup>2</sup> Section 31.1 of the Act.



exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles (ex. maladie).

L'admissibilité de l'unité de bénéficiaires dépend donc des activités de son chef, c'est-à-dire le bénéficiaire cri qui, compte tenu des coutumes autochtones, est considéré comme subvenant aux besoins de sa famille, ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus. Le calcul des prestations prend cependant en considération l'ensemble des activités des membres de l'unité de bénéficiaires.

Les objectifs du programme se reflètent également dans la méthode de calcul des prestations qui est avant tout fonction des activités d'exploitation. En effet, la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés dans le bois par les adultes membres de l'unité et par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité, l'Office s'appuie sur les paramètres suivants: la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage; les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. En premier lieu, un montant est établi pour chaque journée passée dans le bois par les chef et conjoint des unités dans l'exercice des activités d'exploitation et des activités accessoires. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte. En 1994-1995, l'allocation journalière était de 39,34 \$ pour un maximum possible de 9 442 \$ par adulte ou 18 884 \$ pour une unité comprenant deux adultes.

Un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations journalières. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 6. Du montant

*The method used in the calculation of benefits payable also reflects the objectives of the Program. Benefits paid are primarily a function of harvesting activities, since the greater portion of the payments reflects the number of days the adult members of the unit spend in the bush. Consequently, families of the same size can have different incomes.*

*The calculation of benefits takes the following factors into account: the amount of time spent hunting, fishing and trapping; the annual income of the unit and the size of the family. Benefits are calculated in two stages. First, an amount is paid for each day spent in the bush by the head of the unit and the consort for harvesting or related activities. The Act provides for a maximum of 240 days payable per adult. In 1994-1995, the daily allowance was \$39.34 for a possible maximum of \$9,442 for each adult or \$18,884 for a unit of two adults.*

*Second, a supplementary amount, known as the guaranteed basic amount, based on the size and income of the unit can be added to the daily allowance. The rates used for this calculation are given in Table 6. The basic amount is reduced by 40% of the unit's net income and by 100% of old age security benefits. Unless specifically excluded by the Act or the regulations, all amounts received by members of the unit as earnings or wages, including daily allowances paid under the Program, are considered income.*

*Although the basic rule requires that harvesting activities constitute the way of life of beneficiaries, they can still take part in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis, which enables them to supplement their income. However, the beneficiary cannot do the reverse, i.e. hold a regular job and supplement his income with Program benefits. In*

---

de base sont déduits à 40 % les revenus nets de l'unité et à 100 % les prestations de la sécurité de la vieillesse. A moins d'être spécifiquement exclus par la loi ou les règlements, tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations journalières versées en vertu du programme, sont considérés comme revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie des bénéficiaires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière, ce qui leur permet d'ajouter à leur revenu. L'inverse n'est cependant pas autorisé, c'est-à-dire détenir un emploi régulier et recevoir en supplément des prestations du programme. De plus, le programme ne permet pas le cumul avec un autre programme fédéral ou provincial de sécurité du revenu.

Le programme s'adresse donc spécifiquement à des personnes qui poursuivent un mode de vie traditionnel, et tente de leur assurer une garantie de revenu en fonction de ces activités.

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre paiements effectués vers les 1<sup>er</sup> septembre, 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs et les paiements sont donc effectués aux périodes où la majorité d'entre eux sont dans leur communauté respective.

*addition, Program benefits cannot be received at the same time as benefits under another federal or provincial income security program.*

*Accordingly, the Program is designed specifically for persons who carry on a traditional way of life and tries to provide them with a guaranteed income on the basis of these activities.*

*Benefits are calculated on an annual basis and are paid to beneficiaries in four instalments on or about September 1, January 1, April 1 and June 30. This calendar corresponds, as much as possible, to that of hunters and trappers and the payments are therefore made when most of them are in their respective communities.*





ΔΑΡΑΟΛ ΑΨ"ΔΛ ΡΛ ΑΨΑΨΑΛ  
 ΑΨ"ΔΑΛ ΔΛΑΡΑΛ

ΑΨ"ΔΑΛ ΔΡΛΛ

ΑΑΡ ΑΨ"ΔΑΛ ΔΡΛΛ ΑΔΔΛ  
 Α ΓΛΡΑΔΛ ΑΛΑΨΑΛ  
 ΑΨ"ΔΑΛ ΑΛ ΔΑΡΑΟ ΑΨ"ΔΑΛ  
 ΡΛ ΑΨΑΨΑΛ ΔΑΛ ΝΑΡΑΡΑΛ  
 ΡΛ ΔΑΡΑΟ ΝΑΡΑΡΑΛ ΓΛΡΑΔΛ  
 ΑΛΑΨΑ ΑΨΑΨ ΑΡ ΔΑΔΛΑΛ  
 ΑΛ 6 ΛΛ ΑΡΑΡΑΛ ΔΡΛΛ  
 ΑΔΑΛ ΑΔΑΡΑΛ ΑΑΡ Α  
 ΔΑΔΛΑΛ Α ΔΑΛ ΔΑΡΑΛ  
 ΑΑ ΑΛ Α ΔΑΔΛΑΛ ΡΛ Λ,  
 ΛΓΑΔΑΛΑΔΛ Α ΑΑΑΑ ΡΛ  
 Α ΝΑΡΑΡΑΛ ΑΑΛ Α>Α  
 ΑΑΑΑ ΔΑΡΑΟ ΝΑΡΑΡΑΛ  
 ΑΡ ΔΑΔΛΑΛ, ΓΑΛ ΑΔΛ  
 ΔΑΛ ΝΑΡΑΡΑΛ Α ΔΑΔΛΑΛ  
 ΝΑΡΑΡΑΛ ΓΑ ΑΝ Α>Α  
 ΛΑΔΑΛΑΛ, ΑΛ Α ΔΑΔΛΑΛ  
 ΔΑΛ ΝΑΡΑΡΑΛ ΓΑΛ ΑΑΑΑ  
 1994-95 Α ΔΑΛ ΑΛΑΛ ΔΑΛ  
 ΝΑΡΑΡΑΛ ΑΡ ΔΑΔΛΑΛ  
 Α ΔΑΔΛΑΛ, ΑΔ ΑΛ ΔΑΡΑΟ  
 ΝΑΡΑΡΑΛ Α ΔΑΔΛΑΛ  
 Α ΑΡΑΡΑΛ

ΑΔΑΛ ΑΛ ΔΑΔΛΑΛ  
 ΑΑΡ ΔΡΛΛ ΑΡ ΑΔΑΡΑΛ  
 ΑΛΑΡΑ ΡΛ Α ΔΑΛ ΑΛΑΡΑ  
 ΑΑΑ, ΡΛ Α ΑΨΑΡΑΛ ΑΑΑ  
 ΑΑΑ ΡΛ Λ ΑΛ ΑΛ  
 ΑΑΑ, ΡΛ ΑΔΑΡΑΛ ΑΛ  
 ΑΑ ΑΑΡΑΛ ΑΑΛ ΡΛ Λ Α  
 ΑΛ ΑΑΡΑΛ ΑΑΑ, ΡΛ Α  
 ΑΨΑΡΑΛ ΑΛΑΛ ΑΛ ΡΛ  
 ΑΛ Α ΔΑΔΛΑΛ ΑΛ Λ  
 ΑΑΡΑΛ ΑΑΑ Α ΓΛΡΑΔΛ ΑΡ  
 ΑΛ, ΔΑΛ ΑΑΡΑΛ ΑΛ  
 ΑΑΑ ΑΡ ΑΔΑΡΑΛ Α ΔΑΛΑΛ

ΑΔ ΑΛΑ"ΔΑΛ ΑΛ ΑΛ, ΡΛ  
 Α ΔΑΛ ΑΑΑ ΓΑ"ΔΑΔΑ  
 ΑΛ ΑΛΑΡΑΛ ΡΛ ΔΑΛ  
 ΑΑΑ ΑΡ ΔΛ ΓΑΛΑΛ ΡΛ  
 ΑΔΑΛ ΓΑ ΑΑΑ Α ΓΛΡΑΔΛ Α  
 Α ΔΑΔΛΑΛ ΔΑΛ ΝΑΡΑΡΑΛ ΡΛ  
 ΔΑΡΑΟ ΝΑΡΑΡΑΛ ΑΑΡΑΛ ΑΛ  
 ΑΡ ΔΑΛ ΑΑΑ ΑΛ  
 ΑΛΑ"ΔΑΛ ΑΨ"ΔΑΛ ΡΛ ΑΑ  
 ΑΡ ΑΑΡΑΛ ΑΔΑΛ Α>Α  
 ΔΑΔΛΑΛ ΝΑΡΑΡΑΛ ΑΑΑ  
 ΑΔΑΡΑΛ ΑΛ ΝΑΡΑΡΑΛ  
 ΑΑΡΑΛ

ΑΛ ΑΔΑΡΑΛ ΔΑΔΛΑΛ, ΡΛ  
 Λ ΑΛ ΔΑΔΛΑΛ ΑΑΑ, ΡΛ  
 ΑΛ ΑΑΡΑΛ ΑΔΑΡΑΛ ΑΛ ΑΑΡ  
 ΔΡΛΛ ΑΔΑΛ ΑΑΡΑΛ ΑΑ ΑΛ  
 ΔΑΛ ΝΑΡΑΡΑΛ ΑΔΑΡΑΛ

**Act Respecting Income Security  
 for Cree Hunters and Trappers**  
 ΑΑΑ Α ΑΔΑΡΑΛ ΑΑ  
 ΑΑΑ Α ΔΑΔΛΑΛ ΑΑ  
 ΑΨ"ΔΑΛ Α ΔΑΛ ΑΑ ΑΑΡ  
 ΔΑΡΑΟ ΑΨ"ΔΑΛ ΡΛ ΑΨΑΨΑΛ ΡΛ  
 ΑΑΡΑΡΑΛ ΑΑ Α ΑΡΑ Α  
 ΑΑΑ

ΑΔ ΑΛ ΑΛ ΑΛ ΑΛ  
 ΔΑΔΛΑΛ ΑΑ ΑΑΡ ΑΨ"ΔΑΛ  
 ΔΡΛΛ, 17 ΔΑΡΑΟ  
 ΔΑΔΛΑΛ ΑΑ, 11 ΔΑΔΛΑΛ  
 ΑΑ ΔΑΡΑΟ ΔΑΔΛΑΛ, ΡΛ 6 ΑΑ  
 ΑΑΛΑΛ ΓΑ"ΔΑΔΑ ΔΑΔΛΑΛ  
 ΑΑ ΑΑ ΑΔΑΡΑΛ ΑΔΑΡΑΛ  
 ΔΡΛΛ ΑΝ ΑΑΑΡΑΛ  
 ΑΑΑΡΑΛ, ΡΛ Α ΔΑΛ  
 ΑΑΔΛΑΛ ΡΛ ΑΛ ΔΑΛ ΑΑΑ  
 Α ΑΑ ΓΑΛΑΛ ΡΛ Α  
 ΔΑΔΑΛ ΔΑΔΛΑΛ ΑΑΑ  
 ΑΔΑΛΑΛ Α ΓΑ"ΔΑΛ ΑΑΑ  
 ΑΑΡ ΔΡΛΛ ΡΛ ΑΑΡ ΑΑΡΑΛ











## LES ACTIVITÉS DE L'ANNÉE 1994-1995

### ▲ La participation au programme

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris s'adresse exclusivement aux Cris de la Baie James, bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, résidants au Québec et membres de l'une des neuf communautés cries, soit Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Némiscau et Oujé-Bougoumou.

En mai 1995, 11 916 personnes étaient inscrites comme membres de l'une de ces communautés et comme bénéficiaires des avantages prévus à la Convention. De ce nombre, 11 228 étaient résidants du Territoire de la Baie James, c'est-à-dire la région couverte par la Convention.

Depuis les trois dernières années, la participation a diminué. En 1993-1994, le nombre d'unités inscrites avait augmenté mais le nombre total de participants, c'est-à-dire les personnes composant ces unités, avait légèrement diminué. En 1994-1995, on constate à la fois une baisse dans le nombre d'unités, de 1 230 à 1 193 unités, et dans le nombre de participants, de 2 925 à 2 704. Le taux de participation de la population au programme a été de 24,1 % ce qui représente une diminution de 2,7 % par rapport à l'année précédente. Ce taux varie selon les communautés passant de 12,1 % à Eastmain à 34,6 % à Oujé-Bougoumou. On retrouve ces données plus en détail aux Tableaux 1 et 2.

Près de la moitié de la population résidente, soit 48,2 %, se retrouve dans les communautés de Mistissini et Chisasibi. Au niveau de la participation au programme, ces deux communautés totalisent 1 280 personnes soit 47,3 % des participants. En général, le taux de participation est donc relativement proportionnel à la population des communautés. La baisse de participation s'accompagne de changements dans la composition des unités de bénéficiaires. Par exemple, les données du Tableau 3 nous montrent que près de 30 % des chefs sont âgés de moins de 28 ans et que la participation est moindre entre 28 et 57 ans. Le deuxième groupe en importance est âgé de plus de 58 ans. Il semble donc que le programme continue d'attirer les jeunes mais que ceux-ci ne participent activement aux activités traditionnelles qu'un certain

## ACTIVITIES IN 1994-1995

### ▲ Participation in the Program

*The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is aimed exclusively at James Bay Crees residing in Québec who are beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement and are members of one of the nine Cree communities of Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Nemaska or Ouje-Bougoumou.*

*In May 1995, 11,916 persons were enrolled as members of these communities and entitled to benefit from the Agreement. Of these, 11,228 were residents of the James Bay Territory, the region covered by the Agreement.*

*Participation has declined over the last three years. In 1993-1994, the number of units enrolled rose but the total number of participants, i.e. the persons making up these units, fell slightly. In 1994-1995, the number of units dropped from 1,230 to 1,193 while the number of participants declined from 2,925 to 2,704. The participation rate among the population was 24.1%, down 2.7% from the year before, and varies from community to community, with a low of 12.1% in Eastmain and a high of 34.6% in Ouje-Bougoumou. More detailed data are given in Tables 1 and 2.*

*Almost half (48.2%) the resident population lives in the communities of Mistissini and Chisasibi, which account for 1,280 participants or 47.3% of the total. In general, the participation rate is relatively proportional to the population of the communities. The decline in participation coincides with changes in the composition of beneficiary units. For instance, Table 3 shows that almost 30% of heads of units are under 28 years of age and that participation drops between 28 and 57 years of age. The second largest group is the one over 58 years of age. The Program thus seems to continue to attract young people, but their active participation in traditional activities only lasts for a certain number of years. Families with school-age children are the least represented.*



nombre d'années. Les familles avec enfants d'âge scolaire constituent le groupe le moins représenté.

Un peu plus de la moitié des unités ne compte qu'un adulte et, dans la majorité des cas, il n'y a pas d'enfants inscrits comme dépendants. Les unités de bénéficiaires avec dépendants ne représentent plus que 32 % de la clientèle.

*A little more than half the units have only one adult and, in most cases, no children are registered as dependants. Beneficiary units with dependants now account for no more than 32% of the total.*

<b>Nombre d'unités</b> <i>Number of units</i>	<b>1 adulte</b> <i>1 adult</i>	<b>2 adultes</b> <i>2 adults</i>	<b>Total</b> <i>Total</i>
Sans enfants <i>Without children</i>	579	234	813
Avec enfants <i>With children</i>	43	337	380
<b>Total</b>	<b>622</b>	<b>571</b>	<b>1 193</b>

Le nombre d'enfants inscrits comme dépendants diminue de façon régulière depuis quelques années, mais en 1994-1995, cette tendance a été plus marquée. Le nombre de dépendants est en effet passé de 1 091 à 940, ce qui représente une réduction d'environ 14 %.

*Over the past number of years, the number of children registered as dependants has fallen, but this trend accelerated in 1994-1995, with the number of dependants dropping from 1,091 to 940, a reduction of some 14%.*

En comparant ces différentes données, on constate que le profil des unités de bénéficiaires se modifie graduellement, et que de plus en plus de personnes seules s'inscrivent au programme, alors qu'il y a une diminution des familles. Cette évolution a eu des répercussions sur la pratique des activités traditionnelles comme l'indiquent les données concernant les jours passés dans le bois.

*A comparison of the data indicates a gradual shift in the composition of beneficiary units and that more and more individuals and fewer families are enrolling in the Program. This trend is having an impact on participation in traditional activities, as shown by the data relating to days spent in the bush.*

### ▲ Les jours-personnes

La majeure partie des revenus des unités de bénéficiaires est fonction du nombre de jours consacrés aux activités traditionnelles. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte et fixe une limite globale de 350 000 jours.

### ▲ Person-days

*Beneficiary units derive their income mainly from the number of days spent in traditional activities. The Act sets a maximum of 240 days payable per adult, as well as an overall limit of 350,000 days.*

En 1994-1995 le programme a rémunéré 312 318 jours pour l'ensemble des unités inscrites. Le Tableau 4 indique la répartition des jours suivant certaines activités. Outre le nombre de jours passés dans le bois, sont inclus les congés de maternité et les jours de

*In 1994-1995, all units enrolled in the Program were paid for a total of 312,318 days. Table 4 shows the division of days by type of activity. Apart from the number of days spent in the bush, days granted as maternity leave are included, as well as days spent participating in the*



participation aux rencontres des comités locaux chargés d'établir la liste des chasseurs et piégeurs crs pour chaque communauté. Dans le premier cas, un maximum de 72 jours est prévu alors que 10 jours peuvent être réclamés dans le second cas.

La différence entre le nombre de jours passés dans le bois et celui des jours effectivement rémunérés s'explique, entre autres, par le fait que les jours consacrés aux activités d'exploitation en excédant du maximum de 240 jours par adulte ne sont pas pris en considération dans le calcul des prestations. De plus, la loi prévoit que, lorsqu'un chasseur reçoit un montant ou un salaire pour une journée (ex. CSST, Assurance-chômage, etc.), l'allocation journalière n'est pas versée. Dans le cas où ces montants sont versés au chef de l'unité de bénéficiaires, ceci a pour effet de disqualifier le paiement des jours passés dans le bois pour celui-ci et son conjoint.

Les données du Tableau 5 donnent les moyennes de jours par communauté. Depuis 1993-1994 il y a eu une diminution pour toutes les communautés à l'exception de Wemindji, Whapmagoostui et Némiscau. En moyenne, les familles ont consacré 15 jours de moins par année aux activités traditionnelles, soit une diminution de 8 jours pour les chefs et 10 jours pour les conjoints.

On constate que les familles qui ont des enfants à charge ont généralement moins de jours rémunérés que les unités sans enfants, tel que l'indique le tableau ci-dessous.

*activities of local committees responsible for drawing up the list of Cree hunters and trappers in each community. In the first case, a maximum of 72 days is allowed while up to 10 days can be claimed in the second.*

*The difference between the number of days spent in the bush and the number of days paid is partly due to the fact that the Program sets a maximum of 240 days payable per adult. Days in excess of 240 are not remunerated. In addition, the Act provides that when a beneficiary receives income or wages for a day (e.g. workers' compensation, unemployment insurance benefits, etc.), the daily allowance is not paid. When these amounts are paid to the head of the beneficiary unit, the result is that the head and consort are both disqualified from payment for days spent in the bush.*

*Table 5 shows the average days by community and since 1993-1994 there has been a decline in all communities with the exception of Wemindji, Whapmagoostui and Nemaska. Families spent an average of 15 fewer days per year in traditional activities, 8 days less for heads and 10 for consorts.*

*Families with dependent children generally have fewer paid days than units without children, as shown in the following table.*

<b>Moyenne Average</b>	<b>Par unité Per unit</b>	<b>Par chef Per head</b>	<b>Par conjoint Per consort</b>
1 adulte/Sans enfants <i>1 adult/Without children</i>	181	181	N/A
1 adulte/Avec enfants <i>1 adult/With children</i>	173	173	N/A
2 adultes/Sans enfants <i>2 adults/Without children</i>	364	200	164
2 adultes/Avec enfants <i>2 adults/With children</i>	341	184	157



La diminution de jours consacrés aux activités traditionnelles est donc en partie le résultat d'une baisse d'inscription au programme d'environ 3 %. La diminution graduelle du nombre d'adultes inscrits au programme est aussi responsable de cette baisse, alors qu'auparavant, plus de la majorité des unités était composée de deux adultes, celles-ci ne représentent plus que 48 % des inscriptions.

La pratique des activités traditionnelles s'est également modifiée au cours des années, suite aux nombreux changements survenus dans les communautés comme la mise sur pied du système scolaire, la construction domiciliaire, l'installation de services d'aqueduc et d'égout... Un des facteurs les plus importants est dû à la mobilité accrue des piégeurs, suite au développement du réseau routier dans ces régions. Les territoires de chasse sont maintenant plus accessibles. Tous ces changements ont amené les familles à réduire la durée de leurs séjours en forêt.

#### ▲ Prestations accordées

Les prestations du programme sont indexées annuellement en fonction du coût de la vie au Québec, et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le Régime des rentes du Québec. L'indexation en 1994-1995 se situe en deçà de 1 %.

En 1994-1995, les prestations accordées totalisent 13 639 506 \$ comparativement à 14 618 140 \$ en 1993-1994, soit une diminution de 6,7 %. Tel qu'on l'a vu précédemment, cette diminution est due aux changements dans le nombre de participants ainsi que dans la pratique des activités traditionnelles. Les Tableaux 7 et 8 donnent les montants accordés par communauté ainsi que la moyenne par unité pour chacun des villages cris. Selon les tranches de revenus, les prestations versées aux unités se répartissent ainsi:

*The drop in days spent in traditional activities is partly attributable to a decline of roughly 3% in Program enrollment. The gradual fall in the number of adults enrolled in the Program is also a contributing factor; whereas units consisting of two adults used to account for more than half of all units, they now represent only 48% of enrollment.*

*The practice of traditional activities has also changed over the years, as a result of changes in the communities such as the arrival of the school system, residential construction, the installation of water and sewer systems, etc. One of the most important factors stems from trappers' greater mobility as the road system in these regions has been expanded. Hunting grounds are now much more accessible. All these changes have resulted in families spending less time in the bush.*

#### ▲ Benefits paid

*Under the Program, benefits are indexed each year to the cost of living in Québec. The rate is based on the index used for the Québec Pension Plan. In 1994-1995, the adjustment was less than 1%.*

*In 1994-1995, benefits totalled \$13,639,506 compared to \$14,618,140 in 1993-1994, a decline of 6.7%. As mentioned above, this decrease is due to changes in the number of participants as well as in the practice of traditional activities. Tables 7 and 8 show the amounts paid per community as well as the average per unit for each Cree village. Benefits paid per unit are distributed as follows, according to income brackets:*

Tranches de revenus (\$) <i>Income bracket (\$)</i>	Nombre d'unités <i>Number of units</i>	% %
0 - 5 999	172	14,4
6 000 - 11 999	577	48,4
12 000 - 17 999	191	16,0
18 000 - 23 999	235	19,7
24 000 +	18	1,5



Le revenu moyen du programme qui se situait à 11 433 \$ par unité, en 1994-1995, a diminué depuis les deux dernières années. Cette diminution est due, avant tout, au fait que les chasseurs ont réduit la durée de leurs séjours en forêt. En général, ce revenu n'est pas suffisant pour couvrir l'ensemble des dépenses auxquelles les familles doivent faire face, et celles-ci doivent donc trouver des revenus à l'extérieur. L'ensemble des revenus des chasseurs comme pour les années antérieures, est constitué à environ 76 % des prestations du programme et la balance de revenus extérieurs comme l'indique le tableau suivant:

*The average income under the Program was \$11,433 in 1994-1995 and has declined over the last two years. This reduction is due primarily to the shorter length of time hunters spend in the bush. In general, this income is insufficient to cover family expenses, so that outside sources of income are needed. As in past years, Program benefits provide about 76% of hunters' income as a whole, with the balance drawn from outside sources, as shown in the following table:*

<b>Année Year</b>	<b>Prestations Benefits</b>	<b>Autres revenus Other income</b>
1990-1991	13 439 365	3 731 259
1991-1992	14 214 631	4 961 738
1992-1993	14 878 512	4 383 388
1993-1994	14 618 140	4 420 828
1994-1995	13 639 506	4 270 350

L'année 1994-1995 confirme donc la tendance amorcée en 1992-1993. Il est, en effet, évident que la participation aux activités traditionnelles est, de plus en plus, influencée par une série de facteurs très variés touchant à la fois, l'environnement social, économique et physique.

*The year 1994-1995 confirms the trend initiated in 1992-1993. Clearly, participation in traditional activities is increasingly influenced by a wide variety of social, economic and physical factors.*

### ▲ Conclusion

On constate depuis quelques années, une évolution dans la pratique des activités traditionnelles résultant des nombreux changements qui sont survenus au cours des années. L'importance du mode de vie traditionnel axé sur les activités de chasse, de pêche et de piégeage demeure évidente même si la pratique se modifie graduellement. Le programme qui assure un support économique à ce mode de vie est maintenant moins adapté à la réalité actuelle des chasseurs et piégeurs crie. L'Office croit donc que pour continuer à rencontrer ses objectifs, le programme doit être revu, et a soumis ses recommandations en ce sens au Gouvernement du Québec et à l'Administration régionale crie. Au cours de la prochaine année, l'Office entend donc poursuivre la démarche entreprise auprès des autorités gouvernementales et crie.

### ▲ Conclusion

*For a number of years now, participation in traditional activities has been affected by many changes. The traditional way of life based on hunting, fishing and trapping activities is still clearly important, even though participation in these activities is gradually changing. The Program, which provides economic support for this way of life, is now less well adapted to the current reality of Cree hunters and trappers. The Board accordingly believes that if it is to continue meeting its objectives, the Program must be reviewed, and it has submitted recommendations in this sense to the Government of Québec and the Cree Regional Authority. During the coming year, the Board will continue its efforts with the Government and Cree authorities.*















**TABLEAU**  
*TABLE* 1  
 ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

**BÉNÉFICIAIRES DU PROGRAMME**  
*BENEFICIARIES OF THE PROGRAM*  
 ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

COMMUNAUTÉ <i>COMMUNITY</i> ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	UNITÉS <i>UNITS</i> ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	ADULTES <i>ADULTS</i> ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	ENFANTS <i>CHILDREN</i> ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	TOTAL <i>TOTAL</i> ᐱᐱ
MISTISSINI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	249	398	283	<b>681</b>
CHISASIBI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	336	448	151	<b>599</b>
WASKAGANISH ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	121	179	71	<b>250</b>
WASWANAPI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	150	223	131	<b>354</b>
WEMINDJI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	117	169	98	<b>267</b>
EASTMAIN ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	30	44	11	<b>55</b>
WHAPMAGOOSTUI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	80	126	70	<b>196</b>
NÉMISCAU/NEMASKA ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	48	76	53	<b>129</b>
OUJE-BOUGOUMOU ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	62	101	72	<b>173</b>
<b>TOTAL</b> ᐱᐱ	<b>1 193</b>	<b>1 764</b>	<b>940</b>	<b>2 704</b>





**TABLEAU**  
*TABLE* 4  
ᐅᑦᑕᑦ ᑦᑦᐅᑦ



**RÉPARTITION DES JOURS**  
**DIVISION OF DAYS**

ᑲ ᐅᑦᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐅᑦᑕᑦ	JOURS PAYABLES DAYS PAYABLE ᐅᑦᑕᑦ ᑲ ᑲᑕᑦᑕᑦᑕᑦ					
	BOIS <sup>1</sup> BUSH <sup>1</sup> ᐅᑦᑕᑦ (1)	COMITÉ <sup>2</sup> COMMITTEE <sup>2</sup> ᑲᑕᑦ (2)	MATERNITÉ <sup>3</sup> MATERNITY <sup>3</sup> ᐅᑦᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ (3)	CHEF HEAD ᐅᑦᑕᑦ ᐅᑦ ᑲ ᑦᑕᑦᑕᑦ	CONJOINT CONSORT ᐅᑦᑕᑦᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ	TOTAL TOTAL ᑕᑦ
MISTISSINI ᑦᑦᑕᑦ	74 088	3	420	46 056	26 106	72 162
CHISASIBI ᑦᑦᑕᑦ	85 089	0	348	61 131	17 369	78 500
WASKAGANISH ᐅᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ	32 062	0	141	22 309	8 978	31 287
WASWANAPI ᐅᑦᑕᑦᑕᑦ	42 094	0	6	28 074	10 630	38 704
WEMINDJI ᐅᑦᑕᑦᑕᑦ	34 199	0	0	22 603	7 821	30 424
EASTMAIN ᐅᑦᑕᑦᑕᑦ	7 260	0	0	5 419	1 649	7 068
WHAPMAGOOSTUI ᐅᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ	22 840	0	59	14 364	7 070	21 434
NÉMISCAU/NEMASKA ᐅᑦᑕᑦᑕᑦ	14 875	0	6	9 533	4 947	14 480
OUJE-BOUGOUMOU ᐅᑦᑕᑦᑕᑦ	20 022	0	148	11 708	6 551	18 259
<b>TOTAL</b> ᑕᑦ	<b>332 529</b>	<b>3</b>	<b>1 128</b>	<b>221 197</b>	<b>91 121</b>	<b>312 318</b>

<sup>1</sup> Jours passés dans le bois.

<sup>1</sup> Days spent in the bush.

(1) ᑲᑕᑦ ᑦᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ ᑲ ᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ

<sup>2</sup> Participation aux activités du comité local.

<sup>2</sup> Participation to the activities of the local committee.

(2) ᑲᑕᑦ ᑦᑕᑦ ᑲ ᐅᑦᑕᑦᑕᑦ ᑲᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ

<sup>3</sup> Congés de maternité.

<sup>3</sup> Maternity leave.

(3) ᐅᑦᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ ᐅᑦᑕᑦ







**TABLEAU**  
*TABLE*  
ᐅᑦᑕᑦᑕᑦ ᑦᑦᑦᑦᑦᑦ 6

**MONTANTS DU PROGRAMME**  
**AMOUNTS FOR THE PROGRAM**  
ᑲ ᐃᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦᑦᑦ

	1993-1994 \$	1994-1995 \$
Per Diem ᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦ	38,98	39,34

**MONTANT DE BASE**  
**BASIC AMOUNT**

ᑦᑦ ᐅᑦ ᐅᑦ ᑦᑦᑦᑦᑦᑦ

Par adulte/Per adult ᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦ	3 300	3 331
Par enfant/Per child ᑦᑦᑦᑦ ᐅᑦᑦᑦ	1 323	1 336
Par unité/Per unit ᑦᑦᑦᑦᑦᑦ	1 323	1 336

**NOTE:**

Exemption pour fourrures.

L'exemption pour les revenus provenant de la vente de fourrures est établie en conformité avec le Règlement déterminant le montant de revenus provenant de la vente de fourrures (Règlement No 12) et est fonction de la taille de la famille et de la localisation des terrains d'activités d'exploitation de la faune.

*Fur deduction.*

*The fur income exemption is established in conformity with the By-law determining the amount of income from the sale of furs (By-law No. 12) and is a function of the size of the family and the location of the hunting territories.*

ᐅᑦ ᐅᑦᑦᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦᑦᑦ ᐅᑦᑦᑦᑦ ᐅᑦ:

ᐅᑦ ᐅᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ 12 ᑲ ᐃᑦᑦᑦᑦᑦᑦ  
(By-law No. 12) ᐅᑦᑦᑦ ᐅᑦ  
ᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ ᐅᑦ ᑦᑦ ᐃᑦᑦᑦᑦ  
ᐅᑦᑦᑦᑦᑦ ᐅᑦᑦᑦ ᐅᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ  
ᐅᑦᑦᑦᑦᑦ ᐅᑦ, ᑦᑦ ᐅᑦᑦᑦ ᐅᑦᑦᑦᑦ  
ᐅᑦᑦᑦᑦ ᐅᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦ ᐅᑦᑦᑦ  
ᐅᑦᑦᑦᑦᑦ ᐅᑦᑦᑦ ᐅᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ.







Secrétariat aux affaires autochtones  
Photographe: Louise Séguin



---

**États financiers  
de l'exercice terminé le  
30 juin 1995**

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 1995 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 30 juin 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

***Financial Statements  
for the Year  
Ended June 30, 1995***

***AUDITOR'S REPORT***

*To the National Assembly*

*I have audited the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 1995 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Board's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.*

*I conducted my audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting policies used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.*

*In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Board as at June 30, 1995 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with the accounting policies disclosed in note 2. As required by the Auditor General Act (R.S.Q., chapter V-5.01), I report that, in my opinion, these policies have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.*

Le vérificateur général du Québec,

**Guy Breton, f.c.a.**

Québec, le 15 septembre 1995



**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU  
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

**CREE HUNTERS AND TRAPPERS  
INCOME SECURITY BOARD**

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT  
DE L'EXERCICE TERMINÉ  
LE 30 JUIN 1995

OPERATIONS AND SURPLUS  
FOR THE YEAR  
ENDED JUNE 30, 1995

		▼ 1995	▽ 1994
<b>▲ REVENUS</b>	<b>▲ REVENUE</b>		
Contributions du gouvernement du Québec	<i>Contribution from gouvernement du Québec</i>	<b>14 583 244 \$</b>	15 349 775 \$
Intérêts	<i>Interest</i>	<b>5 802</b>	3 969
		<b>14 589 046</b>	15 353 744
<b>▲ DÉPENSES</b>	<b>▲ EXPENDITURE</b>		
Prestations de sécurité du revenu	<i>Income security benefits</i>	<b>13 650 494 \$</b>	14 469 125 \$
Frais d'administration	<i>Administrative expenditure</i>		
Traitements et avantages sociaux	<i>Salaries and fringe benefits</i>	<b>788 117</b>	726 189
Déplacements	<i>Travel</i>	<b>64 173</b>	71 141
Loyers	<i>Rent</i>	<b>66 179</b>	67 730
Honoraires	<i>Fees</i>	<b>1 403</b>	1 148
Fournitures et équipement	<i>Supplies and equipment</i>	<b>20 297</b>	25 875
Téléphone et communications	<i>Telephone and communications</i>	<b>12 056</b>	8 188
Divers	<i>Miscellaneous</i>	-	567
		<b>952 225</b>	900 838
		<b>14 602 719</b>	15 369 963
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	<i>EXCESS OF EXPENDITURE OVER REVENUE</i>	<b>13 673</b>	16 219
EXCÉDENT AU DÉBUT	<i>SURPLUS, BEGINNING OF YEAR</i>	<b>39 092</b>	55 311
EXCÉDENT À LA FIN	<i>SURPLUS, END OF YEAR</i>	<b>25 419 \$</b>	39 092 \$

**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU  
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

**CREE HUNTERS AND TRAPPERS  
INCOME SECURITY BOARD**



BILAN  
AU 30 JUIN 1995

*BALANCE SHEET  
AS AT JUNE 30, 1995*

		▼ 1995	▽ 1994
<b>▲ ACTIF</b>	<b>▲ ASSETS</b>		
Encaisse	<i>Cash</i>	75 233 \$	84 817 \$
Débiteurs	<i>Accounts receivable</i>	6 040	5 824
		<b>81 273 \$</b>	<b>90 641 \$</b>
<b>▲ PASSIF</b>	<b>▲ LIABILITIES</b>		
Créditeurs	<i>Accounts payable</i>	55 854 \$	51 549 \$
<b>EXCÉDENT</b>	<b>SURPLUS</b>	<b>25 419</b>	<b>39 092</b>
		<b>81 273 \$</b>	<b>90 641 \$</b>

POUR / ON BEHALF OF  
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU  
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

**GEORGE WAPACHEE**

**MARCEL LESYK**





**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU  
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES  
30 JUIN 1995**

**1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT**

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation comme mode de vie.

Des prestations sont versées à des unités de bénéficiaires qui y sont admissibles sujet, entre autres conditions, du temps passé à chasser, pêcher, piéger et à exercer des activités accessoires.

Les sommes requises pour l'application de la loi précitée sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

**2. CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers de l'Office ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

**CREE HUNTERS AND TRAPPERS  
INCOME SECURITY BOARD**

**NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS  
JUNE 30, 1995**

**1. CONSTITUTION, FUNCTION AND FINANCING**

*The Cree Hunters and Trappers Income Security Board, constituted by virtue of the Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (R.S.Q., chapter S-3.2), is responsible for the administration of the income security program established by this Act for the purpose of providing the trappers and hunters a guaranteed income; this program also includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.*

*Benefits are paid to beneficiary units which are eligible depending, among other conditions, on the time spent in hunting, fishing and trapping and in carrying out related activities.*

*The sums required for the carrying out of the aforementioned Act are paid out of the monies voted each year for such purpose by Parliament.*

**2. ACCOUNTING POLICIES**

*The financial statements of the Board have been prepared by Management according to the accounting policies disclosed below. These statements include amounts based on best judgements and estimates. The statement of changes in financial position is not presented, since it would produce no further information useful to the comprehension of the year's cash and cash equivalent transactions.*

---

### **Prestations et frais d'administration**

Les prestations versées sont inscrites aux livres selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les frais d'administration le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les acquisitions de biens en capital sont imputées aux frais d'administration.

### **Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec**

Le coût de certains services de soutien assumé par le gouvernement du Québec n'est pas présenté à l'état des opérations et de l'excédent.

### **3. RÉGIME DE RETRAITE**

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées par l'Office imputées aux résultats de l'exercice, s'élèvent à 31 480 \$ (1994: 27 447 \$). Les obligations de l'Office envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### ***Benefits and administrative expenditure***

*Benefits paid are recorded in the books of account in accordance with the cash basis of accounting; administrative expenditure are recorded in accordance with the accrual basis of accounting.*

*Purchases of capital assets are charged to administrative expenditure.*

### ***Administrative expenditure assumed by the government of Québec***

*The cost of certain supporting services assumed by the government of Québec is not included in the statement of operations and surplus.*

### ***3. PENSION PLAN***

*Board employees participate in the Government and Public Employees Retirement Plan (GPERP). It is a defined benefit plan which provides retirement and death benefits.*

*Contributions paid by the Board are charged to operations and total 31 480 \$ (1994: 27 447 \$). Obligations of the Board toward this government plan are limited to its contributions as an employer.*





---

**Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris**

2700, boulevard Laurier  
Edifice Frontenac, Bureau 703  
Sainte-Foy QC  
G1V 2L8

**Téléphone: (418) 643-7300**

**1-800-363-1560**

**Télécopieur: (418) 643-6803**